

FOURNITURE DE FIOUL DOMESTIQUE POUR LE GHPSO

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Groupe Hospitalier Public du Sud de l'Oise

CONSULTATION F260929

Date et heure limites de remise des offres :

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché	3
Article 3 – Durée du marché public ou délai d’exécution	3
Article 4 - Documents contractuels	4
Article 5 – Engagement des parties	4
Article 6 – Prix	4
Article 7 – Modalités de réception/de livraison	5
Article 8 – Délais.....	6
Article 9 – Retard de livraison et fourniture non-conforme en qualité.....	6
Article 10 – Spécifications techniques	6
Article 11 – Opérations de vérification	7
Article 12 – Mesures d’hygiène, de sécurité et de protection de la santé	7
Article 13 – Modalités de facturation et de paiement	7
Article 14 – Confidentialité	9
Article 15 – Responsabilités/assurances.....	9
Article 16 - Pénalités de retard	10
Article 17 – Résiliation.....	10
Article 18 – Nantissement	10
Article 19 – Droit applicable	11
Article 20 – Dérogations au CCAG	11

Article 1 - Objet du marché

Le présent marché public a pour objet la fourniture de fioul domestique pour le GHPSO

Elle est composée d'un lot unique.

Les besoins se décomposent de la manière suivante :

SITE DE SENLIS	SITE DE CREIL
Une cuve de stockage de 20 000 litres située dans le sous-sol du nouveau bâtiment (GE)	Deux cuves de stockage de 100 000 litres situées sur le pôle énergie
Une cuve de stockage de 500 litres située dans le sous-sol du V60 (GE)	
Une cuve de stockage de 3 000 litres située zone pavillon du directeur	
Quantités maximum estimées pour une année :	Quantités maximum estimées pour une année :
23500 litres	170 000 litres

La quantité unitaire de livraison sera supérieure ou égal à 10 000 litres pour chacun des sites

Article 2 – Mode de passation du marché

Le présent marché public est passé **en procédure d'appel d'offres ouvert** en application des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique, sous la forme **un accord cadre à bon de commande mono attributaire** en application de l'article L2125-1, et des articles R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique, avec une quantité maximum annuelle est de 500 000 litres.

Article 3 – Durée du marché public ou délai d'exécution

Le marché public est conclu pour une durée de 12 mois à compter de la date de notification renouvelable tacitement trois fois.

En cas de non-reconduction du marché, le groupe hospitalier pourra le dénoncer par lettre recommandée avec accusé de réception 2 mois avant la date anniversaire.

Article 4 - Documents contractuels

Pièces particulières

- Acte d'Engagement,
- Cahier des Clauses Particulières
- Bordereau de prix du candidat,
- Mémoire technique du titulaire.

Pièces générales

- Le code de la commande publique en vigueur le 01 avril 2019
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) de Fournitures Courantes et Services (FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Article 5 – Engagement des parties

Le présent marché public exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le GHPSO et le titulaire préalablement à la signature du présent marché public.

Article 6 – Prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, spécifiques ou autres frappant obligatoirement la prestation, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution du marché.

Les propositions devront indiquer des prix par litre, s'agissant bien entendu du tarif applicable à l'ensemble de la clientèle livrée par camion-citerne équipé de volucompteur étalonné avec imprimeur de ticket de livraison.

Les prix du marché sont réputés être établis aux conditions économiques en vigueur au mois précédant celui où se situe la date limite de remise des offres (soit 30 jours avant la date limite de réception des offres).

Les fournitures de fioul seront facturées et réglées sur la base du tarif hors T.V.A. du fournisseur applicable à l'ensemble de sa clientèle selon le(s) barème(s) en vigueur le jour **de la livraison après application d'une remise fixe en euros HT.**

Compte tenu de l'évolution rapide et importante des conditions économiques et des cours des produits pétroliers dans ce secteur d'activité, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suivre l'évolution des tarifs du fournisseur. Les tarifs officiels du fournisseur sont datés et numérotés avec la formule annule et remplace le tarif n°... afin de faciliter le suivi de l'historique. Ces tarifs seront transmis sans délai et sur simple demande.

Le soumissionnaire présentera son offre en euros.

Si le candidat présente une offre libellée dans une autre unité monétaire que celle mentionnée ci-dessus, il accepte que l'administration procède à sa conversion en application des articles 4 et 5 du Règlement CE n°1103/97 du 17 juin 1997. Il peut également procéder lui-même à cette conversion, en appliquant le même texte, en indiquant celle des deux unités monétaires dans laquelle il s'engage.

Clause de Sauvegarde : Dans le cas où il serait constaté que l'évolution du prix moyen mensuel des tarifs du fournisseur serait supérieur de 0.3 % au prix moyen mensuel calculé avec l'indice mensuel INSEE=000341311 Fioul domestique, le pouvoir adjudicateur demandera au fournisseur de fournir les explications et de justifier les écarts.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée.

Modifications durant le marché : Durant le marché, en cas de modification des taxes ou redevances attachées aux fiouls ou de mise sur le marché d'un nouveau produit Fioul selon l'usage du produit (chauffage ou moteur), le pouvoir adjudicateur et le fournisseur pourront être amenés à une régularisation par avenant.

Article 7 – Modalités de réception/de livraison

Les fournitures doivent être livrées dans les différents sites

Les livraisons sont effectuées par le titulaire du lundi au vendredi entre 8h30 à 13h00.

La fourniture doit être accompagnée d'un bon de livraison et le cas échéant d'un bordereau de prix en double exemplaire à remettre au réceptionnaire pour signature avant le déchargement.

Ce bon indique :

- le nom du titulaire du marché et son adresse,
- la date et le lieu de livraison,
- la référence de la commande,
- les caractéristiques essentielles de la fourniture (volume et provenance du combustible),
- les quantités livrées

Le véhicule de livraison devra être muni d'un volucompteur à tickets. Dans le cas contraire, le service technique vérifiera la quantité livrée inscrit sur la souche et le compteur volumétrique du camion

La réception du fioul domestique sera assurée par un agent des Services Techniques présent le jour de la livraison, lequel accompagnera le camion pendant ses déplacements sur les différents points de livraison.

Article 8 – Délais

Le fournisseur devra prendre toutes dispositions utiles afin d'être en mesure d'effectuer les livraisons après réception du bon de commande sous 48 heures (sur les jours habituels : du lundi au vendredi). Il devra également déterminer les modalités pour des dépannages en urgence et/ou le samedi.

Les commandes seront confirmées par télécopie, courrier ou téléphone. A réception, le fournisseur devra impérativement prendre contact pour la livraison, avec le responsable des services techniques du Centre Hospitalier, ou son représentant. Les coordonnées de ce dernier sont indiquées article 23 du présent document.

Article 9 – Retard de livraison et fourniture non-conforme en qualité

Si le volume du fioul domestique commandé n'est pas livré au jour fixé, l'autorité compétente se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un tiers, aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 36 du C.C.A.G./FCS.

Si le produit livré n'est pas conforme à la commande ou aux spécifications en vigueur, le titulaire devra, dans un délai de 24 heures après la notification du rejet, procéder à la vidange de tout le combustible contenu dans la cuve de réception, au nettoyage de cette cuve et au remplacement du volume vidangé, le tout sans préjudice de l'action que le Centre Hospitalier se réserve d'exercer à son encontre pour le préjudice subi.

Article 10 – Spécifications techniques

Le fioul domestique devra satisfaire aux caractéristiques fixées par le dossier réglementaire du comité professionnel du pétrole « Fioul domestique » n° CSR 443a mise à jour le 01 octobre 2007 et le cas échéant aux nouvelles normes réglementaires édictées en cours de marché.

Article 11 – Opérations de vérification

Le fioul livré devra satisfaire aux normes fixées par les arrêtés ministériels en vigueur.

La livraison des fournitures est constatée par la signature d'un récépissé transport ou d'un bon de livraison par le responsable des services techniques ou son représentant.

Le véhicule citerne devra être équipé d'un volucompteur. La quantité livrée et portée sur le bon de livraison devra être identique à celle de l'appareil. Dans le cas contraire, l'autorité compétente se réserve le droit de procéder aux contrôles nécessaires des citernes avant et après dépotage.

Le titulaire du marché s'engage à accepter tout contrôle de ses livraisons dans le cadre du présent marché (qualité, contenance, origine du combustible, éléments de facturation...). L'autorité compétente se réserve également le droit de faire des prélèvements en vue de faire vérifier les caractéristiques du produit livré. Le titulaire du marché accepte de fournir tout justificatif qui serait nécessaire à ces contrôles.

En cas de non-conformité du produit livré, le titulaire devra, dans un délai de 24 heures après la notification de rejet, procéder à la vidange complète, au nettoyage de la cuve et au remplacement du volume vidangé par du produit conforme. Le tout s'effectuera sans préjudice de l'action que l'autorité compétente se réserve d'exercer à son encontre.

Article 12 – Mesures d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé

Durant toute la durée d'exécution de son marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés aux personnes, aux biens et/ou installations dont il assure l'exploitation.

Le titulaire est responsable du respect, par son personnel d'intervention, de la législation et/ou de la réglementation en vigueur relatives à la sécurité des personnes et de la protection de la santé des travailleurs sur le site.

Article 13 – Modalités de facturation et de paiement

13.1 Facturation

Le règlement sera effectué par facturation individuelle via une procédure dématérialisée

Elle comportera les indications suivantes :

- . les noms et adresses du créancier
- . le(s) numéro(s) de marché(s)
- . le numéro de SIRET du fournisseur
- . l'identité bancaire et postale telle qu'elle est précisée dans l'offre
- . le numéro du bon de commande
- . la fourniture livrée
- . le montant hors TVA

- . le taux et le montant des taxes
- . le montant total de la fourniture livrée

La facturation sera effectuée par la remise d'un bon de livraison signé.

La facture sera émise **commande complète livrée** - dans le cadre de la mise en œuvre de la dématérialisation de la chaîne de facturation au sein du GHPSO (loi 2014-1 du 2 janvier 2014 et son ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014) , ce point sera évoqué et validé après concertation entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur et pourra faire l'objet si besoin d'une mise au point de marché.

Conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facture électronique, à compter du 1er janvier 2020, tous les opérateurs économiques, quelle que soit leur taille, devront déposer leurs factures sur Chorus pro (portail dédié à la facturation électronique pour toutes les administrations publiques).

Tout autre mode de transmission (courrier, mail...) sera susceptible d'entraîner le rejet du paiement ou le non-traitement de la facture.

13.2. Procédure dématérialisée

L'Ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement **de la facturation électronique impose l'envoi par les fournisseurs des factures sous format électronique** et l'obligation par la personne publique de les accepter, selon un calendrier défini en fonction de la taille des entreprises, conformément à l'Article 3 de l'Ordonnance.

Le pouvoir adjudicateur en l'occurrence, s'engage à utiliser la plateforme Chorus Pro (CPP) et encourage les titulaires des marchés, quelle que soit la taille de leur structure, à recourir à CPP dès le 01/01/2018, cf. lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr//>

Pour l'accès à Chorus Pro, l'identifiant du pouvoir adjudicateur est son n° de SIRET.

Le numéro SIRET du GHPSO à renseigner : 200 029 619 00018.

13.3. Avance forfaitaire

En cas de demande par le titulaire de l'avance forfaitaire **en application des articles R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique.**

13.4. Paiement

En application des articles L2192.10 et L2192.11 du code de la commande publique, et des articles R2192-10 à R2192-15 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution de ce marché seront payées dans un délai global de 50 jours à terme échu.

Le dépassement de ce délai global de paiement ouvre de plein droit pour le titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires applicables au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts auront commencé à courir, augmenté de 8 points.

13.5. Émission des titres de paiement

Le comptable assignataire des paiements pour le Groupe Hospitalier est :

TRESORERIE MUNICIPALE

60139 CREIL cedex 2

☎ : 03. 44 61.41.60

Article 14 – Confidentialité

Le(s) titulaire(s) qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a (ont) reçu du Groupe Hospitalier communication de renseignements, documents ou objets quelconques, est (sont) tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse du Groupe Hospitalier être communiqués à des tiers.

Le Groupe Hospitalier s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'il aurait pu recevoir du (des) titulaire(s).

En cas de violation par le(s) titulaires(s) ou un des sous-traitants des obligations mentionnées ci-dessus, le(s) titulaire(s) s'expose à l'application des mesures de résiliation à ses torts prévus à **l'article 5 du CCAG FCS**

En cas de violation par un sous-traitant des obligations mentionnées au présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le Groupe Hospitalier, pourra retirer son acceptation de ce sous-traitant, sans que soit pour autant diminuée la responsabilité du titulaire quant à la bonne exécution du marché.

Article 15 – Responsabilités/assurances

Le titulaire indique qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle et s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance en cause et à avertir le Groupe Hospitalier de toute difficulté qui pourrait survenir.

Il devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre les dommages corporels et matériels que son personnel pourrait causer dans le cadre de l'exécution de la prestation. Cette garantie est illimitée pour les dommages corporels.

A la demande du Groupe Hospitalier, le titulaire sera tenu de produire l'attestation de cette assurance.

Article 16 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque les délais contractuels de livraison sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 50$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité.

V = valeur des produits sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des produits en retard ou de l'ensemble de la commande si le retard d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = nombre de jours de retard.

Le GHPSO informera le comptable assignataire des paiements de sa décision d'appliquer ou non les pénalités de retard par l'établissement d'un certificat administratif

Article 17 – Résiliation

Le marché public pourra être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la décision de résiliation prise sur le fondement d'un motif d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnité.

Article 18 – Nantissement

La personne responsable du marché délivre sur demande du titulaire gratuitement les pièces nécessaires au nantissement de son marché.

Article 19 – Droit applicable

Le droit applicable au présent marché public est le droit français. Les tribunaux français seront compétents pour en régler les litiges.

Instance chargée des procédures de recours

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
14 rue Lemerchier
80000 AMIENS
Tél. : 03-22-33-61-70

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Organe chargé des procédures de médiation (le cas échéant)

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics
Préfecture de Meurthe et Moselle
1 rue Préfet Claude Erignac
54000 NANCY
Tél. : 03-83-34-26-26

Article 20 – Dérogations au CCAG

Il est dérogé au CCAG-FCS pour l'article suivant :

Nature de la dérogation	CCP	CCAG FCS
Pénalités de retard	Article 16	Article 14 du CCAG-FCS
Résiliation	Article 17	Article 42 du CCAG-FCS